

# L'économie marocaine et ses relations avec l'EU-15

Stéphane QUEFELEC

L'économie marocaine s'est caractérisée au cours des années 90 par une croissance irrégulière. Cette caractéristique a été principalement due au poids important du secteur primaire qui a régulièrement souffert de mauvaises conditions climatiques. L'inflation a été très modérée, comparable à celle enregistrée dans l'EU-15 et le chômage est resté à un niveau relativement élevé tout au long de la décennie.

Bien que modéré depuis 1996, le déficit courant du Maroc s'est creusé en 2000, principalement du fait du fort accroissement du déficit commercial, lui-même lié à la hausse des importations d'énergie.

L'EU-15 est de loin le premier partenaire du Maroc pour le commerce de biens. De plus, depuis 1997, le Maroc a enregistré un surplus de la balance des services face à l'EU-15 (notamment grâce au tourisme) et les transferts courants vers le Maroc (contenant les transferts de fonds des travailleurs) sont très importants. Enfin, environ 18% du total des stocks d'investissement direct que l'EU-15 détient dans les pays partenaires méditerranéens (PPM)<sup>1</sup> était localisé au Maroc en 1999.

## Statistiques en bref

### STATISTIQUES GÉNÉRALES

THÈME 1 – 3/2002

## Contenu

Maroc : 5ème économie des PPM . 1

Climat : facteur de croissance irrégulière ..... 2

Emploi : chômage élevé..... 3

Inflation comparable à l'EU..... 3

Ouverture internationale du Maroc et relations avec l'EU-15 ..... 4

Balance courante ..... 4

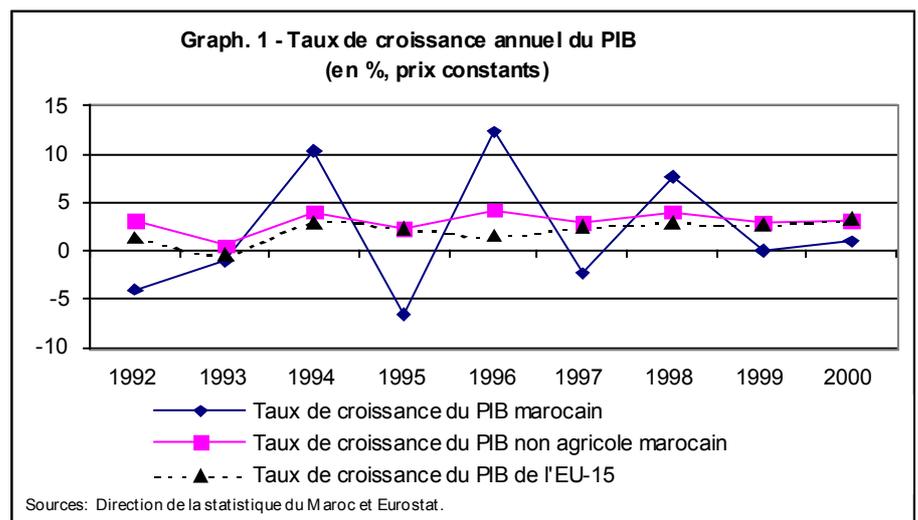
Investissements directs étrangers 5

Commerce extérieur de biens : forte croissance en valeur ..... 6

Aggravation du déficit commercial 6

Pétrole : forte hausse des imports en valeur ..... 6

EU-15 : 1er partenaire du Maroc.... 7



### Maroc : 5ème économie des PPM<sup>1</sup>

Avec environ 29 millions d'habitants, le Maroc est presque aussi peuplé que l'Algérie ou la Pologne. Parmi les 12 PPM<sup>1</sup>, il est la cinquième plus grande économie en terme de produit intérieur brut (PIB).

Le PIB du Maroc s'est chiffrée à 36.1 milliards d'euros (prix courants) en 2000, soit un peu moins de deux fois la production du Luxembourg (tableau 2). Elle est comprise entre celle de l'Algérie (57.9 mrds d'euros) et celle de la Tunisie (21.3 mrds d'euros). Pendant les années 90, la croissance marocaine a évolué en dent-de-scie (graph.1). En revanche, la croissance du PIB hors agriculture a été beaucoup moins erratique et constamment positive, prouvant le poids important du secteur agricole. En 2000, le PIB a progressé de 0.9%, après une croissance nulle en 1999, ces deux années ayant été marquées par des conditions climatiques sévères.



<sup>1</sup> **12-PPM** : Algérie, Maroc, Tunisie, Egypte, Jordanie, Liban, Syrie, Israël, Autorité palestinienne, Chypre, Malte et Turquie. Le Maroc, comme les 11 autres pays cités, est engagé dans le programme régional de coopération statistique euro-méditerranéen (MEDSTAT).

Source des données : Les chiffres sur le Maroc présentés ici ont été transmis à Eurostat dans le cadre de MEDSTAT par les Administrations marocaine nationales officielles (sauf mention d'une autre source). Les chiffres sur l'EU-15 sont issus des bases de données d'Eurostat.

## Climat : facteur de croissance irrégulière

Dès 1992, on note un impact très néfaste de la sécheresse sur la production agricole. Compte tenu de l'importance de l'emploi dans l'agriculture, les sécheresses ont également eu des répercussions négatives sur la croissance des autres secteurs et ont entraîné un mouvement de récession globale. En 1992/93, l'économie a en outre souffert de la récession dans l'EU-15, principal partenaire commercial du Maroc.

Entre 1993 et 1999, le secteur agricole a connu une croissance forte une année sur deux (avec une année 1996 exceptionnellement bonne), provoquant une évolution en dent de scie de la croissance totale du PIB.

En 1999 et surtout 2000, contrastant avec les récessions du secteur agricole, le secteur de la construction a connu une croissance particulièrement forte (tableau 2).

La prévision de croissance pour l'année 2001 est de 6%, notamment grâce à de meilleures conditions météorologiques pour l'agriculture. L'activité non agricole devrait aussi croître grâce au secteur de la construction, des télécommunications et du tourisme<sup>2</sup>.

## Structure de la production : Domination des services

La structure de la production n'a pas connu de bouleversement spectaculaire depuis les dix dernières années (tableau 3 et graph. 2).

L'agriculture tient une place importante en représentant en 2000 près de 15% de la VA totale, malgré les mauvaises récoltes. En 1998, bonne année agricole, la VA de ce secteur a représenté environ 18% de la VA totale. A titre de comparaison, en 2000, ce chiffre a été de 2% environ pour l'EU-15 et de 8% pour le groupe des 13 pays Candidats à l'entrée dans l'Union Européenne.

La part du secteur agricole semble

<sup>2</sup> Public Information Notice : IMF Concludes 2001 Article IV Consultation with Morocco, July 2001.

Tableau 1 - PIB total du Maroc à prix courants

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
	En milliards de Dirham									
PIB	242.4	242.9	249.2	279.3	281.7	319.3	318.3	344.0	345.9	354.3
	En milliards d'ECU/euros									
PIB	22.5	21.9	22.9	25.6	25.4	28.8	29.4	32.0	33.0	36.1
	En ECU/euro									
PIB par tête	911	872	893	982	960	1074	1077	1152	1168	1258

Source: Direction de la statistique du Maroc.

Tableau 2 - Taux de croissance du PIB à prix constant (monnaie nationale)

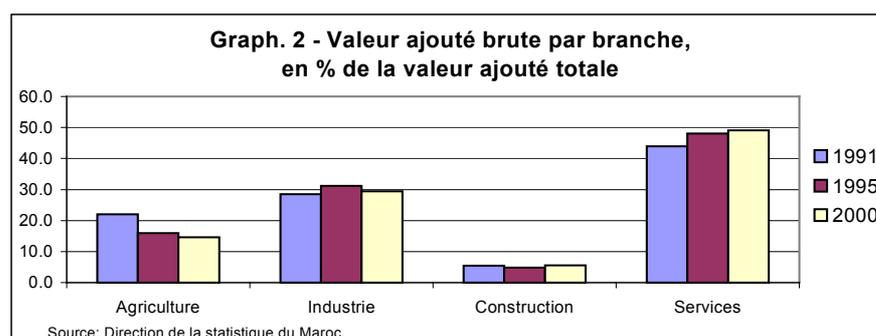
	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
	Changement en % par rapport à l'année d'avant									
PIB total	6.9	-4.0	-1.0	10.4	-6.6	12.2	-2.2	7.7	0.0	0.9
PIB non agricole	3.4	3.0	0.6	4.1	2.2	4.2	2.9	4.1	2.9	3.1
- Agriculture	21.7	-36.9	-4.7	61.4	-43.9	78.0	-26.5	27.9	-16.7	-16.2
- Industrie et énergie	1.4	3.5	-1.3	5.0	5.3	4.7	5.3	2.0	2.4	2.0
- Construction	-3.6	-3.6	0.5	-1.4	-0.5	5.9	7.0	4.1	4.9	5.9
- Services	5.2	3.5	1.5	4.2	0.9	3.8	1.2	5.3	3.0	3.5

Source: Direction de la statistique du Maroc.

Tableau 3 - Structure de la production (prix courants, monnaie nationale)

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
	En % de la valeur ajoutée									
- Agriculture	22.1	17.0	16.2	20.2	15.9	20.9	16.8	18.7	16.5	14.7
- Industrie, énergie	28.5	30.3	30.3	28.9	31.2	29.1	30.8	29.4	29.7	29.4
- Construction	5.5	5.5	5.3	4.7	4.8	4.6	5.0	4.9	5.1	5.5
- Total services	43.9	47.3	48.3	46.2	48.1	45.5	47.4	47.1	48.7	49.0

Source: Direction de la statistique du Maroc.



cependant diminuer au profit des services.

Le secteur des services tient la place la plus importante dans la valeur ajoutée totale. Le tourisme en est une composante importante.

L'industrie et l'énergie ont produit près de 29% de la valeur ajoutée totale en 2000. Les industries du textile et de l'agro-alimentaire y contribuent pour beaucoup. Le Maroc est aussi un des plus importants producteurs de phosphate du monde. Il détient environ la moitié des réserves mondiales de ce produit qui est utilisé pour la fabrication d'engrais.

## Structure de la consommation

Les dépenses des ménages et des ISBLSM (Institutions Sans But Lucratif au Service des Ménages : syndicats, associations de consommateurs,

partis politiques...) ont représenté 66% du PIB en 2000, chiffre supérieur de 8 points à la moyenne de l'EU-15. Les pays les moins riches (PIB par tête faible) consacrent habituellement une part importante de leur PIB à ce poste de consommation, les revenus limités servant en premier à satisfaire les besoins fondamentaux<sup>3</sup>. En 2000, le reste des dépenses s'est réparti à hauteur de 25% du PIB pour les investissements et 19% pour la consommation publique (tableau 4). Pour la même année, en matière de commerce de biens et services, le déficit du Maroc a atteint 11% du PIB, niveau record depuis le début de la décennie.

<sup>3</sup> Par exemple, En 2000, ce chiffre a été de 41% au Luxembourg et de 70 en Grèce.

## PIB par tête

Le PIB par habitant permet de donner une indication sur la richesse du pays, sans toutefois fournir d'indication sur sa répartition. En 1999, le PIB par tête au Maroc a été de 1260 euros environ (tableau 1). Les chiffres présentés sont bien inférieurs à ceux de l'Union européenne (21100 euros), en partie car les niveaux de prix sont plus élevés dans l'UE-15. La Banque mondiale a classé le Maroc parmi les pays à niveau de revenu « moyen-bas » en 2001, tout comme, l'Algérie, l'Egypte, la Jordanie, la Tunisie ou la Syrie. Le PIB par tête de ces pays varie entre 1000 et 2000 euros en 1999 ou 2000.

## Emploi : chômage élevé

En 2000, environ un tiers de la population marocaine a moins de 15 ans. Les plus de 65 ans représentent 5% de la population totale, ce qui contraste avec les chiffres des pays de l'EU-15 (de 14 à 17%). Ainsi, la force de travail existante ou potentielle (classe d'âge de 15 à 64 ans) représente environ 63% de la population totale contre 67% dans l'EU-15. En 2000, le Maroc comptait environ 9 millions d'emploi. Le taux de chômage (13.6%) a été l'un des plus élevés des pays méditerranéens. Les jeunes sont particulièrement touchés (tableau 5).

## Inflation comparable à l'EU

Au Maroc, comme dans la plupart des Pays partenaires méditerranéens, à l'exception de la Turquie, la croissance des prix est maîtrisée (Graph.3). L'inflation annuelle a été de 5 à 6% entre 1992 et 1995 puis de 1 à 3 % depuis 1996, ce qui est très proche de celle enregistrée au sein de l'EU-15.

## Indicateurs financiers

Le déficit public du Maroc (administration centrale uniquement) exprimé en pourcentage du PIB s'est constamment aggravé entre 1992 et 1995 avant de diminuer jusqu'en 1997 et de s'aggraver de nouveau en 1998 (tableau 6). En 1999, en partie grâce

**Tableau 4 - Structure des dépenses en % du PIB (prix courants, monnaie nationale)**

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Dépenses de conso. finale	85.3	86.9	86.6	87.7	89.0	88.0	86.5	85.8	84.4	85.6
<i>Dont:</i>										
- des ménages et ISBLSM	69.7	70.0	68.5	70.6	71.6	71.2	68.7	67.7	65.1	66.2
- des administrations publiques	15.6	16.8	18.1	17.1	17.4	16.9	17.8	18.1	19.3	19.4
Formation brute de capital fixe	22.2	22.4	22.8	20.7	21.4	19.4	20.7	22.4	24.3	25.0
Variations de stocks	0.4	0.8	-0.3	0.6	-0.7	0.2	0.0	0.1	-0.2	0.2
Exports de biens et services	18.3	17.4	17.9	17.2	19.0	17.2	18.8	17.8	19.1	20.4
Imports de biens et services	26.2	27.5	26.9	26.3	28.7	24.9	25.9	26.1	27.7	31.2

Source: Direction de la statistique du Maroc.

**Tableau 5 - Marché du travail (en % de la population active)**

	1990	1993	1994	1995	1999	2000
Taux de chômage total	12.1	16.0	16.0	17.8	13.9	13.6
Taux de chômage des hommes	11.6	14.1	14.4	15.8	14.2	13.8
Taux de chômage des femmes	13.0	23.1	19.2	23.0	13.3	13.0
Taux de chômage des moins de 25 ans	21.5	31.4	23.4	17.4	20.5	19.9

Source: Direction de la statistique du Maroc.

**Tableau 6 - Finance**

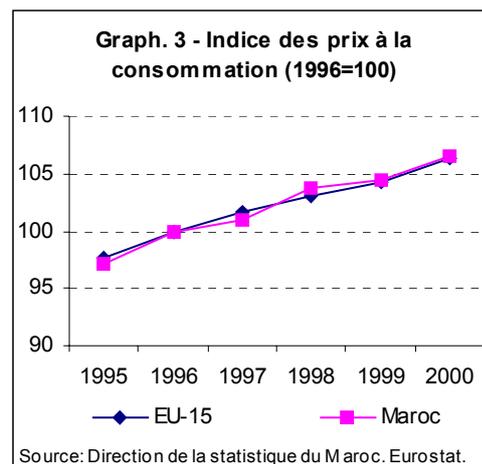
	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
<b>Finance publique</b>	En % du PIB									
Déficit/surplus du gouvernement(1)	- 2.9	- 2.2	- 2.3	- 3.2	- 5.3	- 3.0	- 1.4	- 3.8	- 1.0	- 5.9
Dette publique(2)	66.2	97.0	83.4	80.6	82.7	79.6	83.2	79.2	79.1	76.1
<b>Indicateurs financiers</b>	Taux de croissance annuel (%)									
M1: Taux de croissance	14.0	6.7	4.9	10.7	5.5	5.1	7.7	6.7	11.5	8.1
Taux d'intérêt :	En %									
- à long terme(3)	:	12.8	12.8	11.0	10.3	10.3	10.0	8.4	8.5	:
- à court terme(4)	9.5	10.5	10.5	9.5	9.5	8.5	7.5	6.5	6.0	5.5
	Indice 1996=100 (ECU/euro par unité de monnaie nationale)									
Taux de change ECU/euro	103	100	102	102	100	100	102	103	106	113
	Indice 1995=100									
Taux de change effectif réel	91	91	94	97	100	101	102	104	105	108

(1) Administration centrale uniquement. (2) Dette publique extérieure et dette garantie par l'Etat.

(4) Taux des bons du Trésor à six mois. (3) 1999: rendement moyen d'obligations à échéance de 15 années.

Source: Direction de la statistique du Maroc. FMI pour le taux de change effectif réel.

à la vente d'une licence GSM, il a représenté seulement 1% du PIB. Mais, en 2000, il a atteint son niveau le plus haut de la décennie. Après avoir atteint un seuil record en 1992, le poids de la dette publique dans le PIB a oscillé entre 80 et 83% de 1993 à 1997. Ensuite, il a diminué et a représenté 76% du PIB en 2000. Le taux de change effectif réel du Dirham s'est apprécié 8% depuis 1996. Cette évolution a comme effet de réduire la compétitivité des exportations marocaines, ce qui a notamment tendance à pénaliser les secteurs exportateurs. Au printemps 2001, les autorités marocaines ont procédé à un réajustement du taux de change du Dirham correspondant à une dépréciation de 5% en moyenne<sup>4</sup>.



<sup>4</sup> Public Information Notice: IMF Concludes 2001 Article IV Consultation with Morocco, July 2001.

## Ouverture internationale du Maroc et relations avec l'EU-15

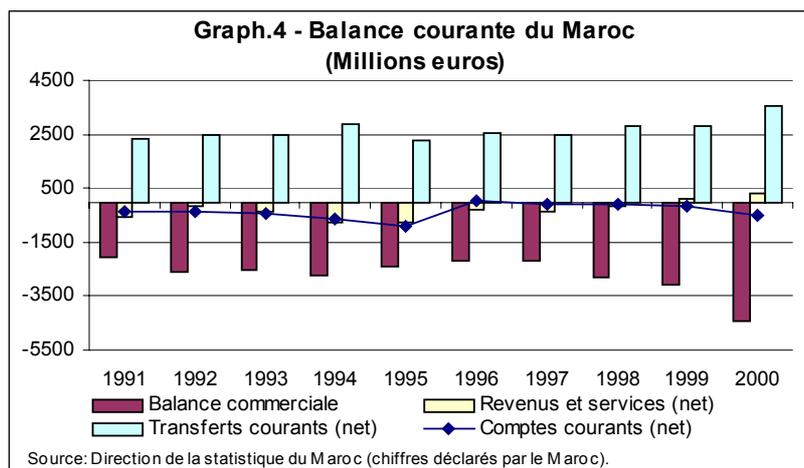
Entre 1991 et 2000, le commerce extérieur total de biens et services du Maroc a augmenté plus vite que son PIB, augmentant ainsi son taux d'ouverture (de 44.5% en 1991 à 51.6% en 2000). L'économie marocaine est très liée à celle de l'EU-15 car cette dernière est son premier partenaire commercial mais aussi grâce au transferts de fonds des travailleurs, au commerce de services et aux investissements directs (IDE).

### Balance courante : négative vis-à-vis du monde, positive vis-à-vis de l'EU-15

La balance courante du Maroc a enregistré un déficit croissant de 1991 à 1996, il a été limité entre 1996 et 1999 mais a connu à nouveau une dégradation en 2000 (graph. 4). Cette détérioration a été largement due à la forte augmentation du déficit commercial, le Maroc ayant énormément augmenté ses importations de produits énergétiques (pétrole). Le déficit de la balance commerciale a cependant été partiellement comblé par l'entrée de devises liée aux transferts courants (qui contiennent les transferts de fonds des travailleurs marocains) et aux revenus et services. Au sein des services, entre 1995 et 2000, la part des revenus liés au tourisme (poste voyage) a représenté environ 13% en moyenne du total des revenus de la balance courante (tableau 7). Ceci reflète l'importance du secteur dans l'économie marocaine : environ 8% du PIB en 1998 et 30% des employés du secteur des services en 1997.

Près de la moitié des touristes venus au Maroc en 2000 venait de l'EU-15. En 1998, les nuits passées au Maroc par les citoyens français, italiens, allemands et espagnols ont représenté 65% du total des nuits passées par des non-résidents.

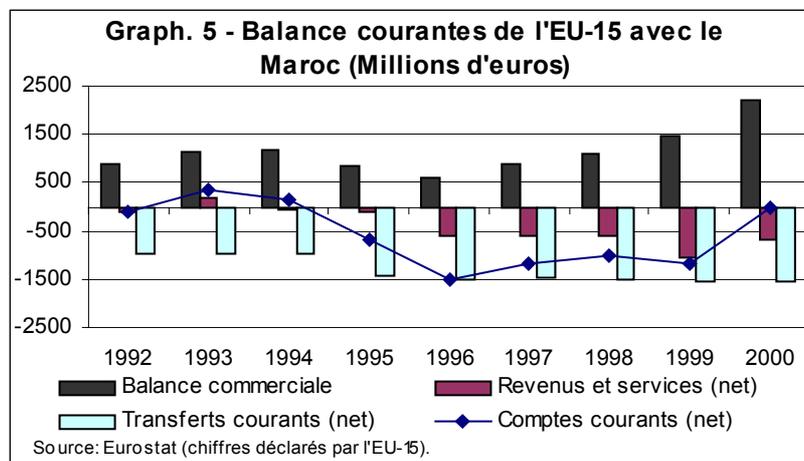
Selon les chiffres déclarés par l'EU-15, depuis 1995, le Maroc a enregistré une balance courante excédentaire face à l'EU-15 (graph.5). Cependant, cet excédent a fortement diminué en 2000. En effet, le fort déficit commercial n'a pas été autant compensé que les autres années par les entrées de devises liées aux transferts courants et au commerce de services. Le solde de la balance « voyage » a diminué de près de 30% entre 1999 et 2000 (tableau 8).



**Tableau 7 - Indicateurs du tourisme**

	1995	1996	1997	1998	1999	2000
<b>Arrivées de touristes à la frontière (en milliers):</b>						
En provenance du monde	2602	2693	3072	3095	3817	4113
Dont de l'EU-15 en %	47.7	49.6	49.0	51.9	49.0	48.8
<b>Balance des paiements en millions d'euros:</b>						
Poste voyage (crédit)	991	1318	1275	1557	1830	2209
Poste voyage (débit)	231	236	278	378	424	466
Poste voyage (net)	760	1082	997	1179	1405	1743
Poste voyage (crédit) en % de la balance courante (crédit)						
	11%	13%	12%	13%	15%	15%

Source: Direction de la statistique du Maroc (chiffres déclarés par le Maroc).



**Tableau 8 - Balance courante de l'EU-15 avec le Maroc (Mio euros)**

	1998			1999			2000		
	Credit	Debit	Solde	Credit	Debit	Solde	Credit	Debit	Solde
Compte des transact. courantes	7733	8733	-1000	7929	9093	-1164	9631	9660	-29
Dont:									
- Biens	5899	4812	1087	6277	4815	1461	7741	5515	2226
- Services	1215	1994	-779	979	2133	-1154	1177	2114	-936
- Voyages	187	1049	-862	127	1151	-1024	200	945	-745
- Revenus	543	355	187	610	522	87	641	390	252
- Transferts									
courants	76	1574	-1498	62	1620	-1558	72	1639	-1567

Source: Eurostat (chiffres déclarés par l'EU-15).

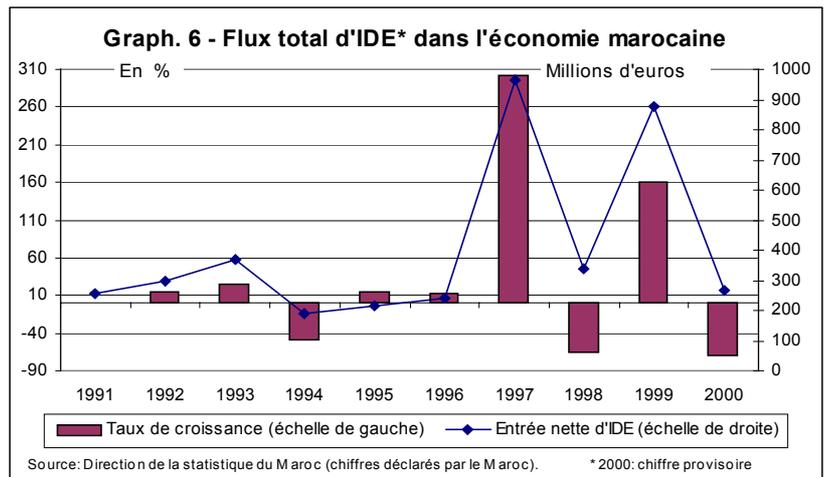
## Investissements directs étrangers

Les pays méditerranéens ont connu une croissance régulière des flux d'investissements directs (IDE) depuis 1990<sup>5</sup>. Parmi eux (ou même parmi les pays africains), le Maroc fait partie des pays qui ont le plus attiré les investisseurs étrangers depuis 1997, ce qui prouve qu'ils ont accordé une certaine confiance à la stabilité de l'économie et des institutions marocaines.

De plus, comme dans plusieurs autres pays partenaires méditerranéens, les entrées d'IDE au Maroc sont très liées aux opérations de privatisations, d'où les fortes variations d'une année sur l'autre. Par exemple, en 1998, les projets de privatisations ont été moins nombreux d'où la forte baisse d'entrée d'IDE par rapport à 1997 (année record) (graph.6).

L'EU-15 est un des investisseurs principaux dans la région méditerranéenne<sup>6</sup> et le Maroc un des pays méditerranéens les plus attractifs pour les pays de l'EU-15. En effet, le Maroc a attiré environ un cinquième des flux totaux d'IDE entre l'EU-15 et les 12 PPM en 1999, et presque la moitié en 1997 (années les meilleures). Cette part a été beaucoup plus faible en 1998 et 2000. En 1999, environ 18% du stock européen d'IDE dans les PPM était localisé au Maroc (tableau 9).

Enfin, on peut noter que parmi les Européens, les investisseurs français ont été les plus attirés par le Maroc, loin devant le Portugal (graph.8).

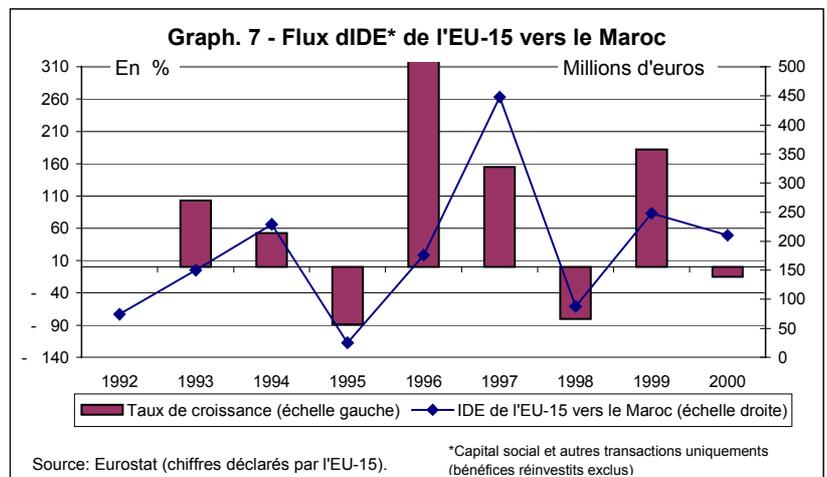


**Tableau 9 - Flux\* et stock d'IDE de l'EU-15 (Million d'euros)**

Flux d'IDE de l'EU-15				
vers :	1997	1998	1999	2000
PPM**	968	2563	1319	5020
Dont Maghreb	623	504	109	326
Dont Maroc	448	88	248	210
Stock d'IDE de l'EU-15, en 1999:				
	Extra EU	PPM**	Maghreb	Maroc
EU-15	1186989	14739	5481	2644

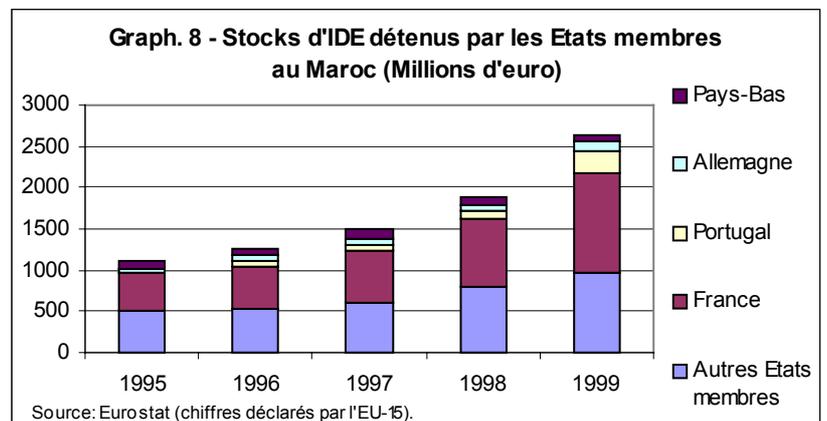
\*Capital social et autres transactions. \*\* 12PPM hors CY et MT.

Source: Eurostat (chiffres déclarés par l'EU-15).



<sup>5</sup> « Cependant, la part des IDE à destination de la zone méditerranéenne par rapport au total des IDE à destinations des économies émergentes reste relativement faible (environ 5%) ». Rapport Femise, juillet 2000.

<sup>6</sup> Il faut cependant noter que la part des flux d'IDE que l'EU-15 a investit dans les PPM est relativement faible par rapport aux investissements réalisés dans d'autres régions (Amérique du Sud ou Pays candidats). En 1998, environ 1.2% du stock total d'IDE de l'EU-15 était détenu dans les PPM (hors CY et MT). Pour un détail des IDE de l'EU-15, voir EU FDI Yearbook 2000, Eurostat, 2001.



## Commerce extérieur de biens : forte croissance en valeur

Entre 1991 et 2000, le commerce total du Maroc, en valeur, a été multiplié par 2,3. Il a cru régulièrement et lentement jusqu'en 1997 avant de connaître une croissance très forte entre 1997 et 2000 (graph. 9). Au cours de ces trois années le commerce extérieur du Maroc exprimé en euros (imports+exports) a pratiquement doublé. Entre 1997 et 1998 ainsi qu'entre 1999 et 2000, les échanges du Maroc avec le reste du monde (imports + exports) ont augmenté d'une façon spectaculaire : respectivement +44% et +20%. En 2000, la valeur totale des importations du Maroc s'est élevée à 12.5 Mrds d'euros et celle des exportations à 8 Mrds. Historiquement, le Maroc importe plus qu'il exporte et enregistre un déficit commercial chronique. En 2000, les importations ont augmenté plus (+23%) que les exportations (+16%), provoquant une aggravation du déficit qui a atteint le niveau le plus haut de la décennie (4.4 milliards d'euros).

### Aggravation du déficit commercial

Le déficit total du Maroc a été multiplié par 1.6 entre 1998 et 2000. Cette évolution a été principalement due à la hausse du prix de l'énergie, le Maroc étant dépendant de l'extérieur pour le pétrole et le gaz. C'est donc surtout vis-à-vis des pays fournisseurs de pétrole que le Maroc a vu sa balance commerciale se dégrader fortement. De plus, depuis les dernières années, l'appréciation du taux de change réel du Dirham a diminué la compétitivité des exportations marocaines par rapport à celle de ses concurrents. Concrètement, le prix des exportations marocaines est devenu plus élevé ce qui a pu les freiner (inversement pour les importations). Cette remarque est aussi valable pour le commerce Maroc/ EU-15 (75% des exportations en 2000). En effet, en moyenne, le Dirham s'est apprécié de 13% face à l'Euro depuis 1996 et de 6% entre 1999 et 2000. Ceci peut expliquer en partie que, malgré une croissance forte en Europe, les exportations marocaines vers l'EU-15 ont progressé moins vite que les importations. Ainsi l'excédent traditionnel de l'EU-15 face au Maroc a augmenté en 2000.

### Pétrole : forte hausse des imports en valeur

En 2000, mesurées en tonne, les importations d'hydrocarbures et de gaz ont peu augmenté (+4%) alors qu'en valeur, elles ont augmenté énormément (+76%) (source : Office des changes du Maroc). Du fait des mauvaises récoltes agricoles, les importations de biens alimentaires (céréales, aliments pour animaux...) ont augmenté de 39% en valeur entre 1998 et 2000 (source : Nations-unis). Néanmoins, en 2000, les importations sont toujours dominées par les biens manufacturés d'équipement ou de consommation (tableau 11). Historiquement, les exportations du Maroc sont composées en grande partie de produits alimentaires (poissons, fruits et légumes...) et de produits manufacturés divers (vêtements, meubles, cuir...).

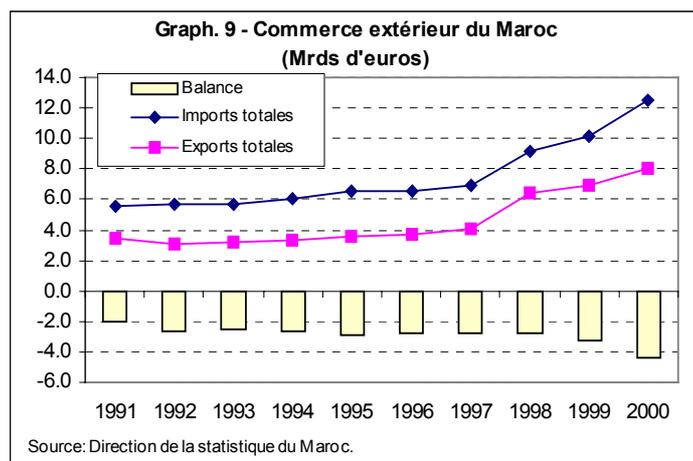


Tableau 10 - Principaux partenaires commerciaux du Maroc

EXPORTATIONS				IMPORTATIONS			
Part du total en %		Rang		Part du total en %		Rang	
1999	2000	1999	2000	1999	2000	1999	2000
France	35.7	33.5	1	France	25.7	24	1
Espagne	10.7	13.0	2	Espagne	11.2	9.9	2
Grande-Bretagne	8.9	9.6	3	Grande-Bretagne	5.4	6.2	3
Italie	5.1	7.1	4	Etats-Unis	6.5	5.6	4
Allemagne	5.7	5.0	5	Arabie Saoudite	3.3	5	5
Inde	4.8	4.2	6	Allemagne	6	4.9	6

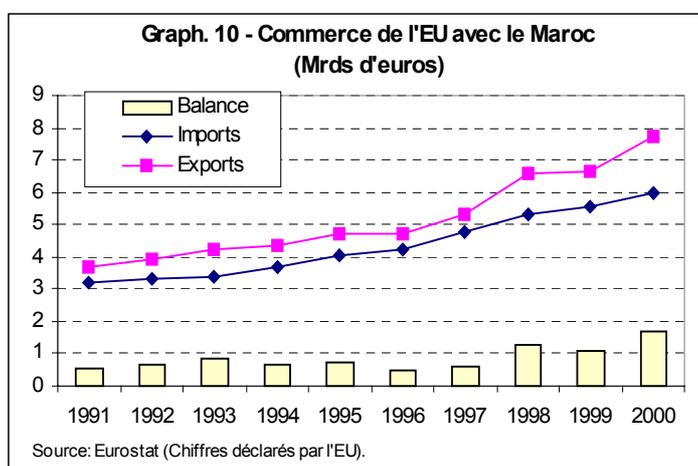
Source : Office des Changes (site web de la Direction de la Statistique du Maroc)

Tabl. 11 - Echanges commerciaux par groupes d'utilisations (1)

	Exportations		Importations	
	1999	2000	1999	2000
En % du total				
Alimentation, boissons, tabacs	20.2	21.3	10.9	11.6
Energie et lubrifiants	2.7	3.7	12.3	17.7
Produits bruts	10.6	9.6	7.0	6.6
Demi-produits	18.6	34.3	20.6	19.8
Produits finis d'équipement	9.2	6.1	26.2	20.7
Produits finis de consommation	38.7	37.7	23.0	23.5
Total	100.0	100.0	100.0	100.0

(1) : Y compris les admissions temporaires sans paiement

Source : Office des Changes (site web de la Direction de la Statistique du Maroc).



**Tableau 12 - Commerce de EU-15/Maroc par groupes de produits**

CTCI	IMPORT			EXPORT			
	Million d'Ecu/euro						
	1990	1995	2000	1990	1995	2000	
0+1	Produits alimentaires	741	819	1103	158	362	566
05	<i>Légumes et fruits</i>	473	486	536	14	37	28
03	<i>Poissons</i>	240	295	529	1	9	34
2+4	Matières brutes sauf carburant	401	301	420	161	300	228
27	<i>Engrais bruts</i>	219	116	178	11	15	23
3	Energie	91	39	246	55	78	324
5	Produits chimiques	261	372	348	366	505	627
56	<i>Engrais (autres)</i>	218	201	170	10	14	24
6+8	Autres articles manufacturés	1333	2020	3015	1336	1864	2821
65	<i>Fils, tissus</i>	98	99	104	571	860	1266
84	<i>Vêtements</i>	1057	1649	2376	56	140	376
7	Machines et véhicules	208	449	794	1428	1588	3051
76	<i>Appareils de télécom.</i>	3	5	8	260	290	352
78	<i>Véhicules routiers</i>	13	7	26	71	87	620
72	<i>Machines spéciales</i>	17	14	23	233	229	396

Source: Eurostat (Chiffres déclarés par l'EU-15).

Le Maroc enregistre régulièrement une balance commerciale positive dans le commerce de ces derniers produits. Cette situation reflète l'importance du secteur agricole dans l'économie ainsi que les performances des industries du textile et du cuir.

### EU-15 : 1er partenaire du Maroc

En 2000, le Maroc a réalisé environ les deux tiers de son commerce avec l'EU-15. Les cinq premiers clients du Maroc ont été la France, l'Espagne, la Grande Bretagne, l'Italie et l'Allemagne (tableau 10). Les trois premiers Etats membres cités ont aussi été les premiers fournisseurs du Maroc. La France est, historiquement, de loin le premier partenaire du Maroc (43% du commerce EU-15/Maroc). En 2000, du fait de la hausse du prix du pétrole, le Maroc a presque doublé ses importations en valeur, en provenance de l'Arabie Saoudite. En conséquence, ce pays est devenu 5ème fournisseur du Maroc derrière les USA. Pour l'EU-15, le Maroc a été en 1999 le 30ème client et le 26ème fournisseur.

### EU-15 : produits manufacturés

Les importations de l'EU-15 sont constituées principalement de produits alimentaires (CTCI 0 et 1) (notamment

de fruits et légumes et de produits de la mer) et de biens manufacturés divers (CTCI 8) (vêtements, cuirs...) (tableau 12). On peut noter que depuis 1990, le commerce de biens manufacturés (CTCI 6, 7 et 8) entre le Maroc et l'EU-15 a fortement augmenté, tant à l'import qu'à l'export. Parmi ces biens, les vêtements ont enregistré le déficit le plus important pour l'EU-15.

Les exportations de l'EU-15 vers le Maroc sont composées pour une large part de Machines et matériel de transport (CTCI 7) ainsi que d'articles

manufacturés classés d'après la manière première (CTCI 6). Parmi ces derniers, l'EU-15 a enregistré son excédent le plus important pour les fils et tissus (ctci 65). Ceci laisse penser que l'industrie du textile marocaine exporte vers l'EU-15 des produits fabriqués en partie avec du fil et du tissu en provenance de l'Union européenne.

Dans la perspective de la création d'une zone de libre échange euro-méditerranéenne d'ici 2010, le commerce entre le Maroc et l'EU-15 devrait continuer à croître.

## ➤ CE QU'IL FAUT SAVOIR – NOTES METHODOLOGIQUES

Les chiffres sur le Maroc présentés ici ont été transmis à Eurostat, dans le cadre du programme de coopération statistique MEDSTAT, par les Institutions statistiques nationales officielles (sauf mention d'une autre source). Une certaine comparabilité entre les chiffres fournis par le Maroc et ceux déclarés par l'EU-15 ou par les autres pays méditerranéens est assurée. Elle n'est toutefois pas totale. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle les objectifs du programme Medstat sont, d'une part de combler les lacunes d'information qui subsistent et, d'autre part, d'harmoniser les données. Les divergences entre les chiffres d'échanges bilatéraux provenant de sources différentes peuvent être expliquées en partie par l'utilisation de concepts et de méthodologies différents.

**Taux de chômage :** les chiffres de 1991 sont issus de l'enquête nationale sur les niveaux de vie des ménages 90-91, ceux de 1994 du recensement de la population et de l'habitat 94 et les autres années de l'enquête nationale sur l'emploi.

**Balance des paiements du Maroc :** chiffres basés sur les recommandations du FMI depuis 1995. La série chronologique n'est donc pas complètement comparable. Les chiffres pour l'an 2000 sont provisoires.

**Agrégats pays :** EU : EU-15. 12-PPM : Algérie, Maroc, Tunisie, Egypte, Jordanie, Liban, Syrie, Israël, Autorité palestinienne, Chypre, Malte et Turquie.

**Chiffres déclarés par l'EU-15 :**

**Commerce extérieur :** Source Douanière. Base de données COMEXT d'Eurostat. Système commerce spécial. Classification CTIC Rev. 3. Imports CAF et exports FAB. **Balance des paiements :** La balance des paiements de l'EU-15 est établie par Eurostat en agréant les comptes des balances des paiements des 15 Etats membres. La balance des paiements des institutions de l'Union européenne est ajoutée à l'agrégat de l'EU-15. Le cadre méthodologique utilisé est celui de la 5ème édition du manuel de la balance des paiements du Fonds monétaire international (FMI). Le compte des transactions courantes se subdivise en quatre composantes de base : biens, services, revenus et transferts courants. **Les biens** englobent les marchandises générales, l'or non monétaire, les biens importés ou exportés pour transformation, les réparations de biens et les achats de biens dans les ports par les transporteurs. Lors du calcul de la balance des paiements, les

exportations comme les importations doivent être évaluées franco à bord (FAB). **Les services** sont divisés en trois composantes : transports, voyage et autres services. Le volet débit de la rubrique voyage couvre les biens et services acquis par des résidents qui restent à l'étranger pendant moins d'un an. Le volet crédit couvre les biens et services achetés par des voyageurs étrangers sur le territoire national. **Les transferts courants** englobent les transactions internationales dans lesquelles des biens, des services ou des actifs financiers sont transférés entre résidents d'une économie et résidents d'une économie étrangère sans qu'une quelconque valeur économique soit reçue en échange. Ils se divisent en deux catégories : les administrations publiques et les autres secteurs. Cette dernière catégorie couvre les transferts dans lesquels des particuliers résidents et des institutions non gouvernementales résidentes sont les expéditeurs ou les destinataires. Ceux-ci incluent, par exemple, les envois de fond des travailleurs.

**Investissements directs étrangers (IDE) :** les investissements internationaux qui reflètent l'intention, pour une entité résidente dans une économie, d'acquies un intérêt durable dans une entreprise opérant dans une autre économie. L'intérêt durable implique l'existence de relations à long terme entre l'investisseur direct et l'entreprise, ainsi qu'un niveau significatif d'influence de l'investisseur sur la gestion de l'entreprise. L'entreprise d'investissement direct se définit formellement comme une entreprise constituée ou non en société dans laquelle l'investisseur direct détient au moins 10% des actions ordinaires ou du nombre de voix (pour une entreprise constituée en société) ou l'équivalent (pour une entreprise non constituée en société). **Flux et positions d'IDE :** au moyen de flux d'investissement directs, l'investisseur constitue une position d'IDE qui figure dans son bilan annuel. La position d'IDE (ou encours d'IDE) se distingue des flux cumulés en raison des réévaluations (variations des prix ou des taux de change et autres ajustements, tels que le rééchelonnement ou l'annulation de prêts, la remise de dettes ou des échanges de dettes contre des actifs ayant des valeurs différentes).

# Pour en savoir plus:

## ➤ Les bases de données

New Cronos, Domaine euro-med  
COMEXT

Pour toute information ou commande de publications, bases de données et extractions de bases de données à la demande, contactez le réseau **Data Shops**:

BELGIQUE/BELGIË	DANMARK	DEUTSCHLAND	ESPAÑA	FRANCE	ITALIA – Roma
<b>Eurostat Data Shop</b> Bruxelles/Brussel <b>Planistat Belgique</b> Rue du Commerce 124 Handelsstraat 124 B-1000 BRUXELLES / BRUSSEL Tel. (32-2) 234 67 50 Fax (32-2) 234 67 51 E-mail: <a href="mailto:datashop@planistat.be">datashop@planistat.be</a> URL: <a href="http://www.datashop.org/">http://www.datashop.org/</a>	<b>DANMARKS STATISTIK</b> Bibliotek og Information <b>Eurostat Data Shop</b> Sejrgade 11 DK-2100 KØBENHAVN Ø Tlf. (45) 39 17 30 30 Fax (45) 39 17 30 03 E-mail: <a href="mailto:lib@dstat.dk">lib@dstat.dk</a> Internet: <a href="http://www.dst.dk/bibliotek">http://www.dst.dk/bibliotek</a>	<b>STATISTISCHES BUNDESAMT</b> <b>Eurostat Data Shop Berlin</b> Otto-Braun-Straße 70-72 (Eingang: Karl-Marx-Allee) D-10178 BERLIN Tel. (49) 1888 644 94 27/28 Fax (49) 1888-644 94 30 E-Mail: <a href="mailto:datashop@destatis.de">datashop@destatis.de</a> URL: <a href="http://www.eu-datashop.de/">http://www.eu-datashop.de/</a>	<b>INE Eurostat Data Shop</b> Paseo de la Castellana, 183 Oficina 011 Entrada por Estébanez Calderón E-28046 MADRID Tel. (34) 91 583 91 67 Fax (34) 91 579 71 20 E-mail: <a href="mailto:datashop.eurostat@ine.es">datashop.eurostat@ine.es</a> URL: <a href="http://www.datashop.org/">http://www.datashop.org/</a>	<b>INSEE Info Service</b> <b>Eurostat Data Shop</b> 195, rue de Bercy Tour Gamma A F-75582 PARIS CEDEX 12 Tél. (33) 1 53 17 88 44 Fax (33) 1 53 17 88 22 E-mail: <a href="mailto:datashop@insee.fr">datashop@insee.fr</a>	<b>ISTAT</b> <b>Centro di Informazione Statistica</b> <b>Sede di Roma, Eurostat Data Shop</b> Via Cesare Balbo, 11a I-00184 ROMA Tel. (39) 06 46 73 31 02/06 Fax (39) 06 46 73 31 01/07 E-mail: <a href="mailto:dipdiff@istat.it">dipdiff@istat.it</a>
ITALIA – Milano	LUXEMBOURG	NEDERLAND	NORGE	PORTUGAL	SCHWEIZ/SUISSE/SVIZZERA
<b>ISTAT</b> <b>Ufficio Regionale per la Lombardia</b> <b>Eurostat Data Shop</b> Via Fieno 3 I-20123 MILANO Tel. (39) 02 80 61 32 460 Fax (39) 02 80 61 32 304 E-mail: <a href="mailto:mileuro@tin.it">mileuro@tin.it</a>	<b>Eurostat Data Shop Luxembourg</b> BP 1471 46A, avenue J.F. Kennedy L-1014 LUXEMBOURG Tél. (352) 43 35-2251 Fax (352) 43 35-22221 E-mail: <a href="mailto:dslux@eurostat.datashop.lu">dslux@eurostat.datashop.lu</a> URL: <a href="http://www.datashop.org/">http://www.datashop.org/</a>	<b>STATISTICS NETHERLANDS</b> <b>Eurostat Data Shop-Voorburg</b> Postbus 4000 2270 JM VOORBURG Nederland Tel. (31-70) 337 49 00 Fax (31-70) 337 59 84 E-mail: <a href="mailto:datashop@cbs.nl">datashop@cbs.nl</a>	<b>Statistics Norway</b> <b>Library and Information Centre</b> <b>Eurostat Data Shop</b> Kongens gate 6 Boks 8131 Dep. N-0033 OSLO Tel. (47) 21 09 46 42/43 Fax (47) 21 09 45 04 E-mail: <a href="mailto:Datashop@ssb.no">Datashop@ssb.no</a>	<b>Eurostat Data Shop Lisboa</b> <b>INE/Serviço de Difusão</b> Av. António José de Almeida, 2 P-1000-043 LISBOA Tel. (351) 21 842 61 00 Fax (351) 21 842 63 64 E-mail: <a href="mailto:data.shop@ine.pt">data.shop@ine.pt</a>	<b>Statistisches Amt des Kantons</b> <b>Zürich, Eurostat Data Shop</b> Bleicherweg 5 CH-8090 Zürich Tel. (41-1) 225 12 12 Fax (41-1) 225 12 99 E-mail: <a href="mailto:datashop@statistik.zh.ch">datashop@statistik.zh.ch</a> Internet: <a href="http://www.statistik.zh.ch">http://www.statistik.zh.ch</a>
SUOMI/FINLAND	SVERIGE	UNITED KINGDOM	UNITED STATES OF AMERICA		
<b>STATISTICS FINLAND</b> <b>Eurostat Data Shop Helsinki</b> Tilastokirjasto PL 2B FIN-00022 Tilastokeskus Työpajakatu 13 B, 2 Kerros, Helsinki P. (358-9) 17 34 22 21 F. (358-9) 17 34 22 79 Sähköposti: <a href="mailto:datashop@stat.fi">datashop@stat.fi</a> URL: <a href="http://www.tilastokeskus.fi/tilkk/datashop/">http://www.tilastokeskus.fi/tilkk/datashop/</a>	<b>STATISTICS SWEDEN</b> <b>Information service</b> <b>Eurostat Data Shop</b> Karlavägen 100 - Box 24 300 S-104 51 STOCKHOLM Tfn (46-8) 50 69 48 01 Fax (46-8) 50 69 48 99 E-post: <a href="mailto:infoservice@scb.se">infoservice@scb.se</a> Internet: <a href="http://www.scb.se/info/datashop/">http://www.scb.se/info/datashop/</a> <a href="http://eudatashop.asp">eudatashop.asp</a>	<b>Eurostat Data Shop</b> <b>Office for National Statistics</b> Room 1.015 Cardiff Road Newport South Wales NP10 8XG United Kingdom Tel. (44-1633) 81 33 69 Fax (44-1633) 81 33 33 E-mail: <a href="mailto:eurostat.datashop@ons.gov.uk">eurostat.datashop@ons.gov.uk</a>	<b>HAVER ANALYTICS</b> <b>Eurostat Data Shop</b> 60 East 42nd Street Suite 3310 NEW YORK, NY 10165 USA Tel. (1-212) 986 93 00 Fax (1-212) 986 69 81 E-mail: <a href="mailto:eurodata@haver.com">eurodata@haver.com</a>		

Media Support Eurostat (seulement pour journalistes professionnels):

Bâtiment Bech Bureau A3/48 • L-2920 Luxembourg • Tél. (352) 4301 33408 • Fax (352) 4301 32649 • e-mail: [eurostat-mediasupport@cec.eu.int](mailto:eurostat-mediasupport@cec.eu.int)

## Information sur les pays méditerranéens et le programme MEDSTAT:

Stéphane Quéfélec, unité C3/C1, L-2920 Luxembourg, Tel. (352) 4301 34 987, Fax (352) 4301 32 769,

E-mail: [stephane.quefelec@cec.eu.int](mailto:stephane.quefelec@cec.eu.int).

ORIGINAL: Français

N'hésitez pas à nous rencontrer sur Internet à l'adresse suivante: [www.europa.eu.int/comm/eurostat/](http://www.europa.eu.int/comm/eurostat/) si vous désirez de plus amples informations!

Une liste des bureaux de vente dans le monde est disponible à l'Office des publications officielles des Communautés européennes.

2 rue Mercier – L-2985 Luxembourg  
Tél. (352) 2929 42118 Fax (352) 2929 42709  
Adresse Internet: <http://eur-op.eu.int/fr/general/s-ad.htm>  
courrier électronique: [info-info-opoce@cec.eu.int](mailto:info-info-opoce@cec.eu.int)

BELGIQUE/BELGIË – DANMARK – DEUTSCHLAND – GREECE/ELLADA – ESPAÑA – FRANCE – IRELAND – ITALIA – LUXEMBOURG – NEDERLAND – ÖSTERREICH  
PORTUGAL – SUOMI/FINLAND – SVERIGE – UNITED KINGDOM – ISLAND – NORGE – SCHWEIZ/SUISSE/SVIZZERA – BALGARJIA – ČESKÁ REPUBLIKA – CYPRUS  
EESTI – HRVATSKA – MAGYARORSZÁG – MALTA – POLSKA – ROMÂNIA – RUSSIA – SLOVAKIA – SLOVENIA – TÜRKIYE – AUSTRALIA – CANADA – EGYPT – INDIA  
ISRAËL – JAPAN – MALAYSIA – PHILIPPINES – SOUTH KOREA – THAILAND – UNITED STATES OF AMERICA

## Bon de commande

Je m'abonne à Statistiques en bref pour 1 an (du 1.1.2002 au 31.12.2002):  
(adresses des Data Shops et des bureaux de vente voir plus haut)

**Formule 1:** L'ensemble des 9 thèmes (environ 180 numéros)

Papier: 360 EUR

Langue souhaitée:  DE  EN  FR

**Formule 2:** Un ou plusieurs des 9 thèmes suivants:

Thème 1 «Statistiques générales»

Thème 6 «Commerce extérieur»

Thème 7 «Transport»

Thème 9 «Science et technologie»

Papier: 42 EUR

Thème 2 «Économie et finances»

Thème 3 «Population et conditions sociales»

Thème 4 «Industrie, commerce et services»

Thème 5 «Agriculture et pêche»

Thème 8 «Environnement et énergie»

Papier: 84 EUR

Langue souhaitée:  DE  EN  FR

Les Statistiques en bref (fichier pdf) peuvent être téléchargés gratuitement du site internet Eurostat. Vous devez simplement vous enregistrer. Pour d'autres formules, veuillez contacter votre Data Shop.

Merci de me faire parvenir un exemplaire gratuit du «mini-guide Eurostat» (sélection de produits et services Eurostat)

Langue souhaitée:  DE  EN  FR

Je souhaite m'abonner gratuitement à «Références statistiques», la note d'information sur les produits et services Eurostat

Langue souhaitée:  DE  EN  FR

M.  M<sup>me</sup>  M<sup>lle</sup>

(SVP écrire en majuscules)

Nom: \_\_\_\_\_ Prénom: \_\_\_\_\_

Société: \_\_\_\_\_ Département: \_\_\_\_\_

Fonction: \_\_\_\_\_

Adresse: \_\_\_\_\_

Code postal: \_\_\_\_\_ Ville: \_\_\_\_\_

Pays: \_\_\_\_\_

Tél.: \_\_\_\_\_ Fax: \_\_\_\_\_

E-mail: \_\_\_\_\_

**Paiement à réception de la facture de préférence par:**

Virement bancaire

Visa  Eurocard

Carte N°: \_\_\_\_\_ Expiration le: \_\_\_\_/\_\_\_\_/\_\_\_\_

**Merci de confirmer votre numéro de TVA intra-communautaire:**

**A défaut, la TVA sera appliquée automatiquement. Aucune note de crédit ne sera établie a posteriori.**